

Communiqué de presse

La guerre choisie par les États-Unis : La loi de la jungle, financée par le peuple

La décision de l'administration Trump de déclarer la guerre à l'Iran était illégale et illégitime dès le départ. Il s'agissait d'une agression flagrante contre un pays islamique, qui bafouait toutes les normes internationales interdisant à un État d'attaquer un autre sans consensus mondial. C'est précisément pour cette raison que la majeure partie du monde, y compris les alliés de Washington au sein de l'OTAN, a refusé de se joindre à cette campagne. Et c'est pourquoi l'administration n'a jamais sollicité, et encore moins obtenu, le feu vert du peuple américain ou de ses représentants au Congrès. L'Amérique de Trump s'est tout simplement lancée dans cette agression, tuant des innocents et des enfants, y compris des écolières, sur une terre qui a vu naître de grands érudits de l'Islam tels que l'imam Muslim, al-Boukhari et al-Tirmidhi. Cela faisait suite à des années de soutien militaire et politique total des États-Unis aux massacres génocidaires perpétrés par l'entité sioniste à Gaza et sur toute la terre bénie de Palestine, un soutien qui se poursuit encore aujourd'hui.

Pas satisfaite de ces violations, l'administration est allée encore plus loin, bafouant les valeurs humaines et les normes universellement reconnues. Récemment, Trump a menacé que les États-Unis frapperaient des infrastructures civiles iraniennes chaque fois que Téhéran tirerait sur des navires dans le détroit d'Ormuz. « Chaque fois que la République islamique d'Iran tirera sur un navire dans le détroit d'Ormuz, que ce soit par missile, roquette, drone ou tout autre moyen ou arme », a-t-il écrit sur les réseaux sociaux, « les États-Unis bombarderont et détruiront un pont ou une centrale électrique ». Ce faisant, l'Amérique de Trump, qui se proclame leader du monde libre, a instauré un nouvel ordre international fondé sur la loi de la jungle, un ordre qui ne reconnaît aucune loi ni aucune valeur humaine commune, et qui renonce même aux lois divines, y compris au christianisme que Trump et son administration prétendent professer. L'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale stipule sans ambiguïté que le fait de diriger délibérément des attaques contre des civils et des biens de caractère civil qui ne constituent pas des cibles militaires constitue un crime de guerre. Promettre de bombarder une centrale électrique ou un pont en représailles à une action militaire sans rapport avec celle-ci revient à promettre de commettre un crime de guerre.

Même la plupart des électeurs américains ne sont pas dupes. Un sondage récent montre que 56 % des Américains estiment que la guerre contre l'Iran sert davantage l'entité sioniste que les États-Unis, et seuls 29 % pensent qu'elle sert les intérêts des

États-Unis. Une administration qui se dit démocratique, qui prétend gouverner au nom du peuple et servir ses intérêts plutôt que les siens, a ignoré à la fois l'opinion mondiale et celle de son propre électorat. Ce faisant, elle commence à ressembler aux régimes dictatoriaux du monde islamique qu'elle prétend libérer de l'oppression.

Et pourtant, l'administration continue de gaspiller l'argent des contribuables dans une guerre que ceux-ci n'ont jamais approuvée. Le coût des opérations militaires contre l'Iran a déjà atteint 37,5 milliards de dollars, alors même que le ministère de la Guerre (le Pentagone) réclame 67 milliards de dollars supplémentaires, avertissant que le refus du Congrès paralyserait la préparation militaire. Le secrétaire à la Défense, M. Hegseth, affirme que ces fonds supplémentaires, qui s'ajoutent à un projet de budget de la défense de 1 500 milliards de dollars, permettraient de reconstituer les stocks de munitions, de renforcer les défenses contre les drones et les missiles, et d'assurer la poursuite des programmes de formation et le versement des salaires.

Cet argent aurait pu être consacré à l'éducation, à la santé et aux autres secteurs vitaux qui souffrent aujourd'hui d'un manque criant de financement. Au lieu d'être dépensé pour le lait maternisé et la nourriture destinée aux plus démunis – des aides si fortement réduites qu'elles ont entraîné la fermeture des services publics –, l'argent des contribuables sert à acheter des munitions auprès de fabricants d'armes liés au Parti républicain, des munitions larguées sur des civils à Gaza et en Iran, utilisées pour détruire des ponts en Iran et au sud du Liban, et pour mettre hors service des centrales électriques et plonger les populations dans l'obscurité, exactement comme Trump l'avait promis au peuple iranien. Ce n'est pas là la poursuite du bien de l'humanité. C'est la poursuite de la destruction, et celle visant à replonger les êtres humains dans un nouvel âge sombre.

Les musulmans d'Amérique, ainsi que toute personne sensée dans ce pays, ont le devoir de condamner les décideurs et l'« État profond » qui se cachent derrière ces politiques, ainsi que tous les membres de l'administration qui mettent en œuvre leur volonté. Ces crimes incombent aux décideurs et non au peuple américain dans son ensemble, précisément parce que les États-Unis se prétendent une démocratie qui gouverne au nom de son peuple, et non au nom d'élites profiteurs qui s'enrichissent grâce à la guerre, ni au nom de groupes sionistes criminels qui se livrent au nettoyage ethnique et au génocide.

Bureau des médias du Hizb ut-Tahrir en Amérique